

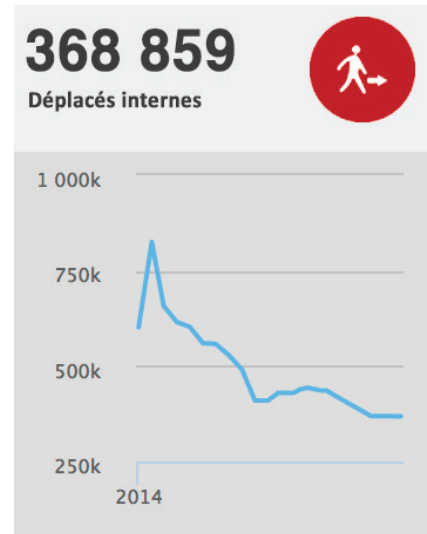
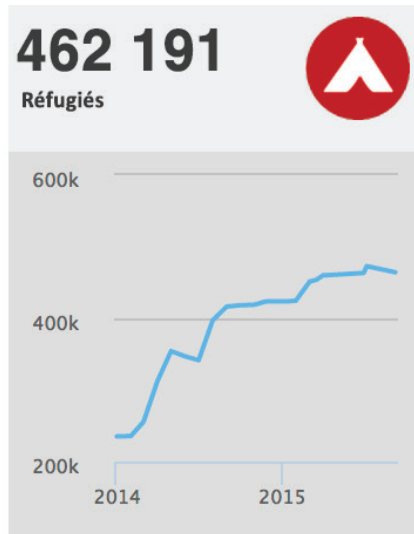
## ACTION HUMANITAIRE

# La réponse luxembourgeoise à la crise en République centrafricaine



Depuis le renversement en mars 2013 du président François Bozizé par la rébellion Séléka et la naissance, quelques mois plus tard, des milices d'auto-défense anti-balaka, la République centrafricaine vit une crise socio-politique sans précédent marquée par de terribles violences interconfessionnelles, des abus des droits de l'homme et des violations du droit international humanitaire.

# République centrafricaine



Source : <http://www.unocha.org/car/>

# Contexte en République centrafricaine

En décembre 2013, le Comité permanent inter-organisations regroupant des agences des Nations unies et d'autres organisations humanitaires, hisse la RCA au niveau 3 de l'urgence humanitaire, le niveau le plus élevé de réponse à une crise.

L'activation du niveau 3 permet en effet d'accélérer et renforcer la réponse humanitaire face à l'ampleur de la crise, et de continuer le plaidoyer quant à l'immensité des besoins qui ne peuvent être adressés sans un environnement amélioré tant sur le plan politique que sécuritaire. En mai 2015, le niveau 3 pour la crise humanitaire en RCA a été désactivé.

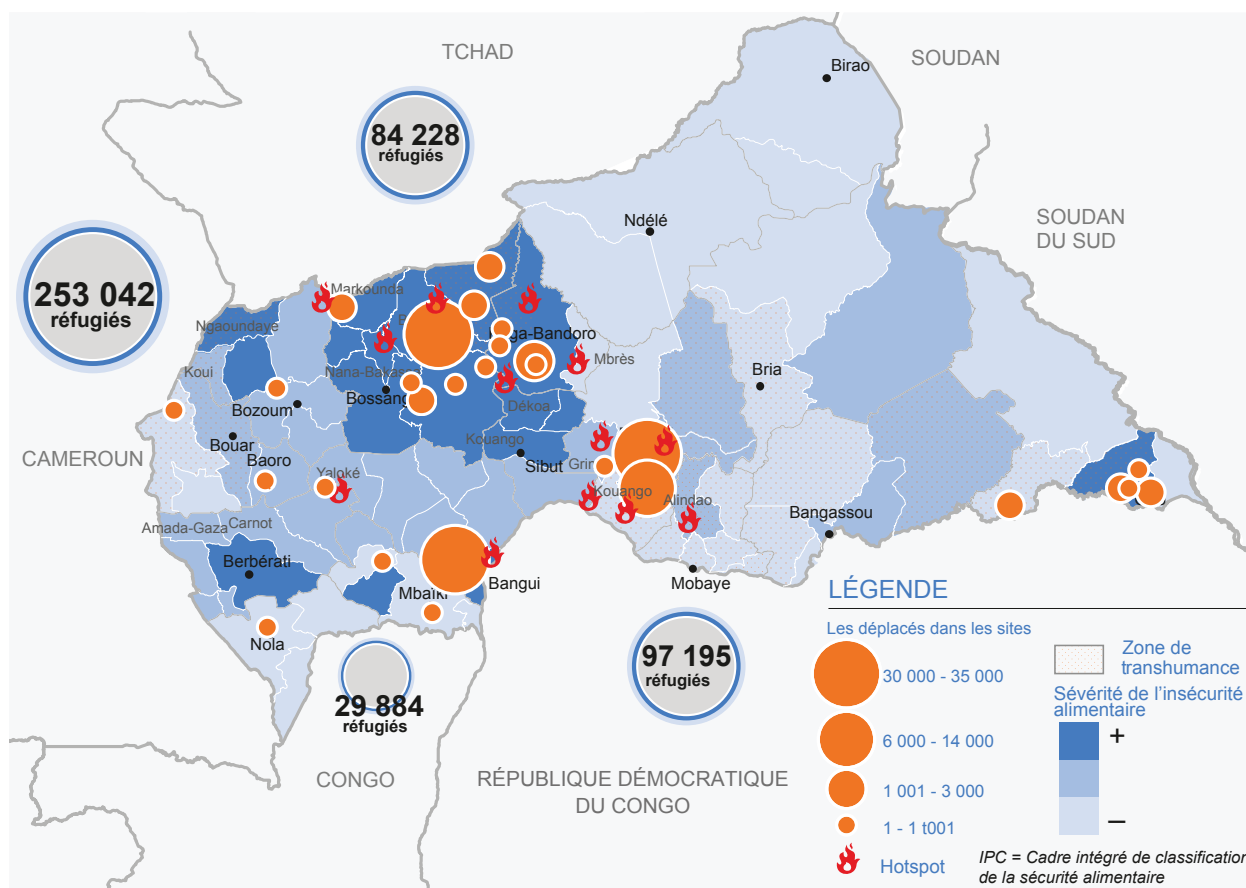
La République Centrafricaine (RCA) traverse une crise complexe et continue depuis les événements de 2013. La dégradation des infrastructures socio-économiques, le faible redéploiement de l'État et des services techniques dans les préfectures, l'effritement de la cohésion sociale et du tissu socio-économique à la suite

des crises récurrentes et violentes, ont eu des conséquences humanitaires considérables, provoquant les déplacements de milliers de personnes. Les conflits ont eu des conséquences humanitaires sans précédent sur les populations de Bangui et ses environs et dans plusieurs régions du pays. Les autorités ne sont pas préparées et n'ont pas les moyens de répondre à ces besoins. Actuellement, la communauté internationale compte 2,7 millions de personnes nécessitant une aide humanitaire dont près de 370 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. Plus de 460 000 personnes ont fui vers les pays voisins, au Cameroun, Tchad, Congo et en République Démocratique du Congo.

2,7 millions  
de personnes dans le besoin

368 859  
déplacés internes

462 191  
réfugiés



## Besoins énormes

---

Les besoins sont énormes en matière d'aide humanitaire, de rétablissement des moyens de subsistance et de réhabilitation pour une large partie de la population à l'intérieur du pays et dans la région. En considérant les futurs défis, et en particulier ceux qui se posent durant la période de transition actuelle, il est crucial de maintenir la RCA parmi les priorités de la communauté internationale.

## Sécurité & Accès humanitaire

---

L'accès humanitaire aux personnes nécessitant une aide continue à être fortement entravé par des incidents réguliers et violents touchant le personnel humanitaire, les biens et les infrastructures où des services humanitaires sont fournis. Cette tendance préoccupante en matière de sécurité est relevée dans les rapports de l'organisation INSO, une fondation britannique fournissant des informations gratuites aux organisations humanitaires sur le terrain : 310 incidents sécuritaires auraient été enregistrés dans l'ensemble du pays, allant d'actes criminels jusqu'à des attaques ciblées, comme ce fut le cas à Bambari en juillet 2015 où une cathédrale servant de refuge à des civils a été prise d'assaut par des groupes armés en causant la mort de dizaines de personnes.

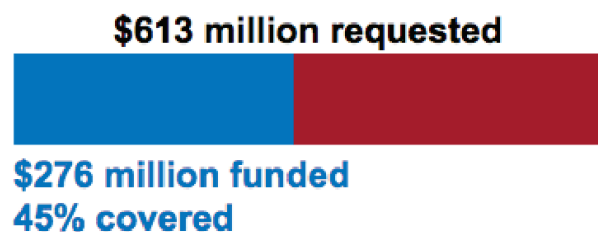
# Fonds insuffisants

---

Le plan de réponse stratégique lancé par l'ONU pour subvenir aux besoins humanitaires n'est actuellement financé qu'à 45 % et il est estimé que la désactivation de la RCA en tant que crise de niveau 3 aura un impact négatif sur le financement de la réponse humanitaire.

## État de financement du plan de réponse stratégique de l'ONU

### HRP for Central African Republic 2015



- HRP Funding
- Unmet requirements

Pledges: \$343,879

**Acronymes:** OCHA (Bureau de la coordination des Affaires humanitaires), OMS (Organisation Mondiale de la Santé), UNHCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), PAM (Programme alimentaire mondial), CICR (Comité International de la Croix-Rouge), UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance), IHP (Partenariat humanitaire international), UNHAS (Services aériens d'aide humanitaire des Nations unies)

# Les contributions luxembourgeoises

2015

Pour l'année 2015, le Luxembourg n'a pas fait de promesse de don officielle lors de la Conférence internationale des donateurs sur la RCA qui a eu lieu en mai 2015 à Bruxelles. Le ministère avait toutefois prévu d'allouer 2,25 millions en 2015 pour répondre à la crise centrafricaine et a pu atteindre ce seuil en septembre 2015.

## République centrafricaine

Le ministère soutient un projet d'aide médicale d'urgence de la Fondation Follereau ainsi que le fonds commun humanitaire pour la RCA géré par OCHA pour soutenir la stratégie conjointe développée par l'ensemble de la communauté humanitaire en RCA. De plus, le ministère appuie les activités d'urgence du CICR en RCA concernant la protection, les secours d'urgence,

les moyens d'existence et les installations d'eau et d'assainissement. Le PAM bénéficie d'un soutien pour donner une aide critique aux populations affectées par la crise prolongée en RCA et dans la région. L'UNHCR a aussi bénéficié d'une contribution pour son programme en faveur des réfugiés et déplacés internes en RCA.

## Tchad

Care in Luxemburg réalise un projet d'urgence pour les réfugiés et retournés de la République centrafricaine ainsi que pour les communautés hôtes dans 15 villages à Moissala et Gore, au Sud du Tchad.

### République centrafricaine

Fondation Follereau	Santé	100 000 €
CICR	Eau, assainissement, santé	750 000 €
UNHCR	Protection	700 000 €
PAM	Aide alimentaire	350 000 €
OCHA	Coordination, « Fonds Commun Humanitaire »	250 000 €
		<b>Total : 2 150 000 €</b>

### Tchad

Care au Luxembourg	Eau, assainissement, santé	100 000 €
		<b>Total : 100 000 €</b>

# Les contributions luxembourgeoises

2014

À l'occasion de la conférence à haut niveau sur la RCA co-présidée par Valérie Amos et la Commissaire Kristalina Georgieva à Bruxelles le 20 janvier 2014, le Luxembourg a annoncé une promesse de don de 2,5 millions EUR pour soutenir l'aide d'urgence en RCA en 2014. À la fin 2014, le ministère a dépassé son engagement en allouant un total de 2 700 000 EUR en réponse à la crise centrafricaine.

## République centrafricaine

Le ministère a contribué au fonds commun humanitaire pour la RCA géré par OCHA pour soutenir la stratégie conjointe développée par l'ensemble de la communauté humanitaire en RCA. Suite à une demande d'urgence d'OCHA au IHP, un réseau informel d'associations qui fournit, sur demande, des ressources aux missions d'intervention d'urgence, le ministère a soutenu la rénovation d'un camp inter-agence à Kaga-Bandoro. De plus, le ministère a financé les activi-

tés d'urgence du CICR en RCA concernant la protection, les secours d'urgence, les moyens d'existence et les installations d'eau et d'assainissement, ainsi que le programme de l'UNHCR en faveur des réfugiés et déplacés internes. Le PAM a également bénéficié d'une contribution pour soutenir les opérations du service aérien de l'UNHAS, répondre aux besoins en matière de télécommunications et réaliser des activités liées au VIH/SIDA.

## Cameroun

Le ministère a financé les opérations d'urgence du PAM dans le domaine de l'accès alimentaire et de la prévention de la malnutrition en faveur des réfugiés centrafricains au Cameroun. Une contribution supplémentaire a été allouée à l'UNHCR pour ses activités de protection des réfugiés au Cameroun.

## Tchad

Le ministère a soutenu l'UNHCR pour son programme de protection des réfugiés centrafricains au Tchad.

République centrafricaine		
OCHA	Coordination, « Fonds Commun Humanitaire »	250 000 €
	Rénovation d'un camp des NU	50 000 €
CICR	Eau, assainissement, santé	750 000 €
UNHCR	Protection	250 000 €
	Transport aérien	100 000 €
PAM	Télécommunications	100 000 €
	VIH/SIDA	300 000 €
		<b>Total : 1 800 000 €</b>
Cameroun		
PAM	Aide alimentaire et nutrition	250 000 €
UNHCR	Protection	250 000 €
Tchad		
UNHCR	Protection	400 000 €
		<b>Total : 900 000 €</b>

édition du 29.09.2015



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
et européennes

Direction de la coopération  
au développement et  
de l'action humanitaire